

de citer le texte de cette résolution, que je relève dans le compte rendu du 3 février dernier.

Attendu que, durant l'année dernière, la production des porcs et l'abattage des bestiaux ont subi un grave fléchissement qui, s'il n'est pas enrayé, pourrait entraîner une véritable disette de viande sur le marché domestique; et...

Si cela est favorable au Gouvernement, je n'y comprends rien.

Attendu que l'interdiction d'exporter des bestiaux aux États-Unis a fait fonction de régie très efficace des prix des bestiaux et des produits du bétail;

La présente réunion de la Fédération canadienne de l'Agriculture proteste énergiquement contre le rétablissement de la régie des prix du bétail et des produits du bétail à moins que la régie ne s'étende à toutes les denrées et services qui entrent dans les frais de production des cultivateurs.

Le ministre a tenté de démontrer que cette résolution équivalait à une approbation des mesures qu'il avait appliquées. Je prétends qu'au contraire elle équivaut à une réprobation de la conduite du ministre à cet égard. Il a ensuite tenté de démontrer que les éleveurs de bétail sont d'accord avec sa politique et ses idées. De fait, rien ne saurait être aussi peu exact. Se lançant dans un long rabâchage, il a cherché à embrouiller la question en jeu, mais le télégramme du *National Council of Canadian Beef Producers* qu'il nous a lu n'est, ni plus ni moins, qu'une condamnation de son attitude. Voici le texte de ce télégramme:

Le Conseil approuve par les présentes le rétablissement du droit à l'exportation privée du bétail et à tous les avantages qui en découlent.

Cette résolution est intéressante puisque la question a été soulevée à Lethbridge le lendemain de la rencontre du ministre de l'Agriculture avec les producteurs de bœuf de l'Alberta. Je cite quelques extraits d'un compte rendu de cette réunion, paru dans les journaux, afin de donner une idée de l'opinion des éleveurs sur la politique du ministre. L'article a pour titre:

Les éleveurs applaudissent à la menace de sécession

Dans un message, ils engagent le Gouvernement à restituer aux particuliers le droit d'exporter.

Le ministre de l'Agriculture est hué après s'en être pris aux cultivateurs de l'Ouest, à Lethbridge.

Cet article est extrait du *Herald* de Calgary, numéro du 16 janvier. Je continue:

S'adressant, à la séance de vendredi matin, aux membres de l'association des éleveurs de l'Ouest, M. George Ross d'Aden, a invité ses auditeurs à se joindre à lui pour réclamer la séparation de l'Ouest du reste du pays si le

gouvernement fédéral maintient sa décision d'empêcher l'exportation de bétail commercial canadien aux États-Unis.

M. Ross, président de la division de l'Ouest du conseil des producteurs canadiens de bœuf, commentait une résolution réclamant le rétablissement de l'exportation de bétail, par des particuliers, et leur participation à tous les bénéfices découlant de ces transactions.

En d'autres termes, c'est le texte de la résolution que le ministre a consigné au hansard, en voulant démontrer qu'elle lui était favorable ainsi qu'à son programme. Le rapport continue:

M. Ross a dit qu'il se rendait compte de la gravité de la déclaration qu'il avait faite mais, à son avis, pareille situation réclamait des mesures drastiques.

Sa menace de sécession a été accueilli par de vifs applaudissements.

Depuis de longues années, M. Ross s'est fait le grand champion du retour aux marchés américains.

Les orateurs qui lui ont succédé ont appuyé unanimement la résolution...

Il s'agit de celle dont le ministre a donné lecture l'autre jour:

...encore que quelques-uns aient exprimé l'avis qu'il était inutile de protester davantage auprès du Gouvernement, vu l'attitude catégorique prise jeudi soir par le très honorable James G. Gardiner, pour qui il ne saurait être question, pour l'instant, de revenir à ces marchés.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de lire encore beaucoup d'extraits de ce genre.

M. HARTT: Cela suffit.

M. HARKNESS: J'en ai un autre ici.

Les éleveurs écoutèrent dans une sombre silence l'exposé détaillé que fit le ministre de la partie du programme agricole du Gouvernement qui se rapporte à l'industrie du bœuf.

M. HARTT: Cela suffit.

M. HARKNESS: Voilà ce qui s'est passé là-bas. Les éleveurs présents étaient nettement opposés au Gouvernement. Et pourtant, le ministre de l'Agriculture nous a lu une résolution adoptée par eux et a voulu nous faire croire qu'ils approuvent sa ligne de conduite. La situation est vraiment assez ridicule.

De plus, en s'efforçant de représenter comme une déclaration à l'appui de sa ligne de conduite ce qui est en réalité une des plus violentes dénonciations de cette dernière, le ministre n'a pas tenu le moindre compte des nombreuses résolutions par lesquelles d'importants groupements agricoles ont protesté contre les mesures qu'il a prises et réclamé un changement. L'honorable député de Vegreville (M. Hlynka) et moi-même avons exposé avant Noël l'attitude du syndicat des cultivateurs de l'Alberta au sujet du programme